

---

# LES TAMARIS - LES PORTES DU SOLEIL

## Convention infrastructures aquatiques et ludiques 2025

---



Entre :

1.- L'association syndicale libre "**LES TAMARIS & LES PORTES DU SOLEIL**", dont le siège social est établi à la maison des propriétaires PSM06 - B.P. 1 à F-34420 Portiragnes-Plage.

Représentée par

- son Président, Monsieur Jean Marie GODEFROID ;
- et les membres présents du Conseil Syndical ;

Ci-après dénommée "ASL"

Et

La société à responsabilité limitée "**TOURISME GESTION ANIMATION**", dont le siège social est établi Avenue des Mûriers, 2 à F-34420 Portiragnes-Plage.

Représentée par ses gérants :

- Monsieur Jordane Lamy
- Monsieur Joan Lamy

Ci-après dénommée "TGA" ;

Il est convenu de ce qui suit :

### I.- EXPOSE PREALABLE

TGA est propriétaire des infrastructures de loisirs (aquatiques et ludiques) au sein du Domaine "Les Tamaris - Les portes du Soleil", à Portiragnes-Plage.

L'ASL représente l'ensemble des propriétaires des lots, soit 790 LOTS, du même domaine.

Il est d'intérêt commun d'assurer la satisfaction et la fidélisation des propriétaires représentés par l'ASL ainsi que des vacanciers locataires et ce par une amélioration constante d'une part des infrastructures de loisirs aquatiques & ludiques (afin de répondre au marché touristique en perpétuelle évolution) et d'autre part des prestations de services à des périodes qui rencontrent tant la demande des propriétaires en dehors des périodes locatives que celles des vacanciers.

Dans ce cadre, ASL et TGA ont conclu le 7 juillet 2015 une convention de collaboration dont copie en Annexe n°1 ainsi que son Avenant n°1.

A ce jour et suite aux nombreux contacts initiés depuis 2023, ASL et TGA ont décidé de conclure un deuxième partenariat et une nouvelle convention au terme de laquelle TGA s'engage à réaliser un nouveau programme d'investissements important tant de modernisation de ses infrastructures « aquatiques & ludiques » que d'implantation de nouveaux équipements touristiques.

Ce programme est destiné à offrir des prestations et des produits touristiques innovants en adéquation avec le marché touristique actuel.

Ces nouveaux investissements permettront par ailleurs d'assurer aux propriétaires un rendement locatif pérenne et le cas échéant d'apporter une plus-value latente à chaque maison.

TGA est disposée à financer les travaux, dont le détail est repris en Annexe n°2, à condition que :

- ① ses prestations et investissements soit correctement rémunérés ;
- ① son seul interlocuteur soit ASL, à l'exclusion de toute autre personne.



La présente convention est soumise par l'ASL au vote de l'ensemble des propriétaires lors de l'Assemblée Générale du 31 octobre 2024 et ce conformément aux statuts de l'ASL et notamment aux conditions de présence et type de majorité nécessaire pour cette nature de dépense.

L'ASL confirme que la décision d'investissements reprise à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale a reçu la majorité nécessaire et que le résultat est dès lors opposable aux tiers et à chaque propriétaire actuel et futur individuellement.

## **II.- CONVENTION**

Ceci étant exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet la mise à la disposition exclusive des propriétaires et occupants autorisés conjointement par ASL et TGA, dans la limite de la capacité d'hébergement de chaque habitation du Domaine "Les Tamaris - Les Portes du Soleil", par TGA, des équipements de loisirs aquatiques et ludiques lui appartenant moyennant les conditions et selon les modalités reprises ci-dessous.

Ces équipements sont actuellement constitués des éléments suivants :

- a) Piscine des "Portes du Soleil" : un ensemble piscine composé de deux bassins dont un grand chauffé et d'une pataugeoire ;
- b) Piscine des "Tamaris" : un ensemble piscine composé d'un bassin espace aquatique avec toboggans, rivières, aménagement paysager, plages, une pataugeoire et deux jacuzzis ;
- c) Plaine de jeux Tamaris et espace pétanque, dalle multisports, espace bar et animation

### **Article 2 : Infrastructures**

Les infrastructures de loisirs aquatiques et ludiques sont constituées des piscines et leurs abords repris sous liseré rouge au plan dressé en Annexe n°3.

Les infrastructures comprennent également les locaux techniques et tout ce qui est nécessaire ou utile à leur fonctionnement, les plages, les locaux des douches, les sanitaires, les WC, les cabines vestiaires et les locaux de premiers secours qui sont adjacents aux piscines.

Les infrastructures comprennent l'accès aux aires et plaines de jeux, aux espaces multisports et d'animations, terrains de pétanque, ainsi qu'aux bars et espaces animation qui sont adjacents aux piscines.

La mise à disposition et la location de chaises de plage, chaises longues, transats, ombrages, parasols, etc, ne fait pas l'objet de la présente convention.

Ce service sera néanmoins organisé par TGA tout au long de la haute saison (HS) touristique.

### **Article 3 : Nature des investissements et calendrier**

#### **3.1. Nature des investissements**

Les investissements de modernisation des espaces aquatiques et ludiques sont repris dans l'Annexe n°2 et définis comme suit :

##### **3.1.1. Piscine des "Portes du Soleil "**

- ⑦ Pose d'un liner
- ⑦ Réalisation d'un espace zen/détente – piscine moyenne
- ⑦ Réalisation pataugeoire avec jeux et activités enfants (2 à 6 ans)
- ⑦ Installation de pergolas ombrage
- ⑦ Aménagement paysager
- ⑦ Rénovation des sanitaires
- ⑦ Installation d'un système de chauffage de l'ensemble des bassins (pompes à chaleur)
- ⑦ Rénovation des plages
- ⑦ Rénovation du local technique
- ⑦ Rapporter la profondeur du grand bassin à une ht de 1M51 (> 1,50 m) - aux frais de TGA

#### 3.1.2. Piscine des "Tamaris "

- ⑦ Installation d'un système de chauffage de l'ensemble des bassins (pompes à chaleur)
- ⑦ Pose d'un liner
- ⑦ Installation de pergolas ombrage

#### 3.1.3. Plaine de jeux "Tamaris" – Espace pétanque

- ⑦ Réalisation de nouveaux espaces de jeux et d'activités
- ⑦ Réalisation de nouveaux aménagements pétanque

#### 3.1.4. Espace dalle Multisports

- ⑦ Réalisation de nouveaux terrains (mini foot, basket, beach-volley, etc)

#### 3.1.5. Laverie "Portes du Soleil »

- ⑦ Réalisation d'un nouvel espace enfant – plaine de jeux

#### 3.1.6. Espace Bar pétanque

- ⑦ Réalisation de nouveaux aménagements

#### 3.1.7. Citerne de rétention « option »

- ⑦ Installation de citernes de récupération des eaux usées réutilisables par ASL  
ASL et les membres du CS seront consultés par TGA lors du schéma de raccordement des citernes au réseau eau interne et externe

Les infrastructures ludiques et aquatiques ainsi que les investissements respecteront les normes PMR (Personnes à Mobilité Réduite) et seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Afin de consolider le partenariat ASL-TGA, l'ensemble de ces investissements sont répartis entre ASL et TGA selon la clé de répartition définie dans l'Annexe n°2.

#### Investissements spécifiques à TGA

TGA réalisera par ailleurs à sa charge un ensemble d'investissements spécifiques et notamment les investissements en énergie renouvelable, les nouveaux aménagements de l'espace bar & pétanque, la rénovation de la laverie, etc et tels que repris dans l'Annexe n°2.

### 3.2. Calendrier des investissements

L'ensemble des investissements sera réalisé suivant le planning défini ci-après et tels que repris dans l'Annexe n°2 :

1. Piscine des "Portes du Soleil": les investissements 3.1.1 sont réalisés (opérationnels) au plus tard le 30 juin 2027 soit le début des vacances scolaires d'été de la FWB (Fédération Wallonie Bruxelles) et pour autant que les dits travaux puissent débiter le 15 septembre 2026.  
Durant la période des travaux aux « Portes du Soleil », la piscine des Tamaris sera ouverte anticipativement le 1<sup>er</sup> avril 2027.

2. Piscine des "Tamaris": les investissements 3.1.2 sont réalisés (opérationnels) au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2026.
3. Plaine de jeux "Tamaris" – Espace pétanque : les investissements 3.1.3 sont réalisés (opérationnels) au plus tard le 30 juin 2026 soit le début des vacances scolaires de la FWB et pour autant que les dits travaux puissent débuter le 1<sup>er</sup> octobre 2025.
4. Espace dalle Multisports : les investissements 3.1.4 sont réalisés (opérationnels) au plus tard le 30 juin 2026 soit le début des vacances scolaires d'été de la FWB.
5. Laverie "Portes du Soleil » : les investissements 3.1.5 sont réalisés (opérationnels) au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2028.
6. Espace Bar Pétanque : les investissements 3.1.6 sont réalisés (opérationnels) au plus tard le 30 juin 2026 soit le début des vacances scolaires d'été de la FWB et pour autant que les dits travaux puissent débuter le 1<sup>er</sup> octobre 2025.

Parallèlement, entre 2026 et 2028, TGA installera à sa charge un système de production d'énergie verte par panneaux photovoltaïques.

Les délais repris supra sont fixés sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires (délivrées par les autorités compétentes) pour la réalisation de certains travaux ainsi que de l'obtention du financement du coût des travaux par un organisme bancaire.

A défaut de l'obtention des autorisations administratives spécifiques dans les délais impartis, les investissements seront décalés et programmés à partir de la date d'obtention desdites autorisations ou suivant le calendrier à définir entre ASL et TGA.

Dans l'hypothèse d'un refus ou de la non-obtention des autorisations pour tout ou partie d'un type d'investissement, TGA informera ASL de ce refus, produira les documents justificatifs et sera délié de plein droit pour cet investissement spécifique et sans aucune indemnité à verser à ASL.

Parallèlement au refus d'autorisation, ASL et TGA étudieront ensemble la faisabilité de solutions alternatives ou investissements alternatifs sans obligations de résultat.

Le prix annuel dont objet à l'article 6 ci-dessous sera par ailleurs calculé, recalculé et adapté en fonction des investissements effectivement réalisés en fonction des autorisations délivrées.

TGA s'engage à introduire les demandes de permis au plus tard 12 mois avant l'échéance de la fin des travaux de chaque phase.

Le délai pourra être prolongé soit en cas de force majeure, de pandémie (COVID), d'intempéries inhabituelles empêchant l'exécution des travaux en conformité des normes et codes de bonnes pratiques professionnelles ainsi qu'en fonction des périodes de vacances scolaires (belge et/ou européenne) empêchant une activité et une exécution normale des travaux dans les domaines touristiques.

Des réunions de suivi de chantier seront organisées conjointement entre ASL et TGA afin de suivre la conformité des travaux et des investissements (à titre d'exemple le respect du planning, le coût et la nature des investissements notamment) tels que repris en Annexe n°2.

## **Article 4 : Prestations de TGA**

### **4.1. Objet**

Dans le cadre de la présente convention, TGA s'engage conventionnellement à fournir les prestations suivantes :

#### **4.1.1. Investissements**

TGA réalisera les investissements tels que repris à l'article 3 supra dans les délais y indiqués.

Le montant des investissements est déterminé à la date de la présente convention (conformément à l'Annexe n°2) et ce montant n'est pas révisé.



Le descriptif technique des travaux (image 3D, plan, CSC – cahier spécial des charges et offres) est également repris à l'Annexe n°2.

#### **4.1.2. Ouverture, entretien et réparations**

##### **4.1.2.1. Infrastructures aquatiques**

###### **a) Ouverture des piscines**

La période d'ouverture des piscines est fixée comme suit:

① Piscine des "Portes du Soleil " à partir des vacances de Pâques jusqu'à fin octobre y compris le congé de Toussaint :

- durant les vacances de Pâques et au plus tard pour le 1 avril, jusqu'au 31 mai de 11 à 18 h.
- en moyenne saison : mois de juin et de septembre de 11 à 19 h.
- en haute saison touristique : mois de juillet et d'août de 10 à 20 h.
- durant le mois d'octobre et y compris le congé de Toussaint, ouverture de 11h à 17 h ;  
excepté si les conditions climatiques sont estimées défavorables conjointement entre les Parties.

① Piscine des "Tamaris ":

- en moyenne saison : mois de mai (dès le 1<sup>er</sup> mai ou le début des vacances de Printemps en FWB- Fédération Wallonie Bruxelles), juin et de septembre de 11h à 19 h.
- en haute saison touristique : mois de juillet et d'août de 10 à 20 h.

Les dates précises des différentes périodes référencées ci-dessus ainsi que les heures d'ouverture sont fixées annuellement en fonction des congés scolaires belges ou européens, ou d'autres facteurs déterminants dans le taux d'occupation des maisons de vacances par les futurs vacanciers.

TGA se réserve cette flexibilité dans le programme d'ouverture des piscines afin d'optimiser le taux d'occupation des maisons.

Préalablement à une modification éventuelle des périodes ou heures d'ouverture/fermeture des piscines, TGA se concertera avec ASL quant aux changements et adaptations du calendrier d'ouverture des piscines.

En dehors de ces périodes d'ouverture les piscines sont réputées fermées et inaccessibles à toute personne.

###### **b) Chauffage des piscines**

Le chauffage des piscines concerne tant les piscines des « Portes du Soleil » que les piscines des « Tamaris ».

La répartition du coût de l'investissement « chauffage » des piscines est repris dans l'Annexe n°2.

La capacité technique du système de pompe à chaleur installé et homologué par le fournisseur aura la capacité de produire un delta de température de minimum 5 degrés Celsius au-delà de la température de l'eau non chauffée et qui a été utilisée au remplissage des piscines (comme d'usage pour chaque piscine non chauffée de la région).

Le système de chauffage par pompe à chaleur est arrêté lorsque l'eau du bassin atteint la température de 25 degrés Celsius.

### c) Fourniture de l'eau et des produits d'assainissement

TGA fournira l'eau des piscines et les produits d'assainissement de l'eau des piscines en se conformant aux normes de santé, d'hygiène et de sécurité en vigueur pendant la durée de la convention.

Le nettoyage des installations et des filtres (backwash) sera conforme aux normes du fabricant et aux normes sanitaires en vigueur.

### d) Entretien des piscines et équipements de premier secours

#### - Objet et définition

Les locaux de premiers secours sont équipés chacun d'un défibrillateur.

Les piscines et leurs abords immédiats (à savoir les plages, les locaux des douches, les sanitaires, les WC, les cabines vestiaires et les locaux de premiers secours qui sont adjacents aux piscines) sont entretenus pendant les périodes d'ouverture de moyenne saison à raison au minimum d'une fois par jour et de deux fois par jour en haute saison.

Une série d'interventions complémentaires seront également réalisées par TGA en fonction des nécessités de propreté quotidienne eu égard aux comportements des utilisateurs vacanciers et des incidents journaliers.

Par "entretien", il faut comprendre le nettoyage des filtres, le ramassage des déchets de toutes sortes en surface de l'eau, l'aspiration des déchets de fond de piscine, le nettoyage et la désinfection des plages, des locaux douches, des sanitaires, des cabines vestiaires et des WC, la fourniture des commodités de toilette, papier, et le ramassage des poubelles.

L'entretien comprend également l'entretien « en bon père de famille » des locaux de douche, des sanitaires, des cabines vestiaires et WC, en ce compris le remplacement en cas d'usure normale ou de défaut d'équipements dans ces locaux (à titre d'exemple la réparation des douches ou WC en panne).

L'entretien des espaces verts autour des piscines et de leurs accès (à titre d'exemple la tonte de la pelouse, taille des arbustes, haies, arbres, etc) et pour autant que ces espaces verts soient repris dans le périmètre décrit à l'article 2 et appartenant à TGA, sera également assuré par TGA.

L'entretien comprend également la maintenance des portiques ou tout autre système de surveillance des accès installés par TGA, ainsi que la gestion des badges, cartes ou bracelets d'accès des locataires.

En cas de dysfonctionnement des portiques, TGA s'engage à la réparation de ceux-ci dans les meilleurs délais.

Au-delà d'un délai de 7 jours de dysfonctionnement en HS et en BS, un garde devra suppléer au système de portique défaillant.

La gestion des badges, cartes ou bracelets d'accès des propriétaires est effectué par TGA en concertation avec ASL qui produira le relevé des paiements des charges comptabilisées par l'ASL en reprenant la liste des propriétaires qui ne sont pas en règle de paiement.

#### - Manquement et carence

Afin de préciser la notion de « carence d'entretien », il est convenu entre les Parties que seuls sont considérés comme défaut d'entretien, les manquements suivants :

- Sanitaires, douches, WC ou accessoires connexes (à titre d'exemple porte de WC, quincaillerie, équipements robinets, etc) défectueux
- Périodicité entretien piscine, douche sanitaire etc non respectée

- Tonte et taille des pelouses, haies, etc non effectuée
- Nettoyage sanitaire, douche, WC mal effectué
- Clôtures



Dans l'esprit des soussignées cette liste est éditée afin de limiter le périmètre de la notion de manquement d'entretien et éviter une application abusive de l'article 8.2. Indemnisation b) tels que repris ci-dessous.

Le défaut technique ou la panne d'un équipement (à titre d'exemple le remplacement d'une pompe à chaleur ou un autre équipement technique) ne fait pas partie de ce type de carence et n'est dès lors pas soumis aux sanctions de l'article 8.2.

En cas de constat d'un défaut (carence) d'entretien, confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception par ASL à TGA, une indemnité journalière sera due conformément à l'article 8.2. Indemnisation b) ci-dessous.

#### **e) Electricité**

TGA fournira l'électricité des machines et des équipements.

Elle fournira également l'éclairage des piscines et de leurs abords pendant les périodes d'ouvertures définies à l'article 4.1.2.1 a) repris supra.

La consommation électrique du chauffage de la piscine des « Portes du Soleil » ainsi que de celle des « Tamaris » est comprise dans le prix annuel du loyer.

#### **f) Travaux de réparation**

TGA, propriétaire des piscines, assumera les réparations liées à un usage normal des piscines y compris du liner et de ses abords.

En cas d'usage contraire aux principes de « bon père de famille » des infrastructures aquatiques et ludiques par un vacancier ou propriétaire, TGA se chargera de réclamer à l'utilisateur en défaut, le coût lié à son comportement abusif et veillera à réparer le dégât occasionné dans un délai raisonnable.

#### **g) Surveillance**

La surveillance des piscines et des utilisateurs est organisée exclusivement en période de haute saison (juillet et août) par TGA.

Au cours de cette période de haute saison, uniquement pendant les heures d'ouverture, TGA assure la présence de maîtres-nageurs tant à la piscine des "Tamaris" qu'à la piscine des "Portes du Soleil".

Ce personnel disposera des compétences et des qualifications nécessaires conformément à la réglementation en vigueur.

En haute saison, TGA s'engage à mettre en place les moyens les plus performants et rigoureux afin de faire respecter le règlement piscine TGA et éviter les comportements abusifs et déviants autour des bassins (à titre d'exemple jeux de ballons intempestifs, excès dans les jacuzzis, serviettes pour réservation de transat, etc).

Cette surveillance sera effectuée par les maîtres-nageurs et du personnel agréé (CNAPS ou équivalent) présent en permanence en HS et durant les heures d'ouverture.

En basse et moyenne saisons, les piscines sont accessibles pendant les horaires d'ouverture, sous la seule responsabilité de l'utilisateur-nageur.

TGA n'assure aucune surveillance et n'assume aucune responsabilité en la matière pendant ces périodes.



Les enfants mineurs seront par ailleurs toujours sous la surveillance d'un parent ou d'un adulte responsable.

De la même manière, l'ASL, qui n'intervient que pour collecter la participation de chaque propriétaire afin de leur permettre d'accéder aux infrastructures, ne peut en aucun cas assurer et assumer une responsabilité quelconque quant à l'utilisation qui en est faite.

#### **h) Taxes et Assurances**

TGA contractera à ses charges les assurances requises pour l'exercice de son activité.

TGA s'acquittera de toutes les taxes et charges administratives généralement quelconques liées aux infrastructures immobilières ainsi que les charges sociales liées au personnel d'exploitation.

#### **i) Contrôle des accès**

Le contrôle d'accès est réalisé en parfaite synergie entre ASL et TGA et ce afin d'éviter toutes intrusions de personnes ne répondant pas aux conditions d'accès ou malveillantes, dans les espaces aquatiques et ludiques conformément à l'article définissant les conditions d'accès dans le « Règlement Piscine » édité par TGA.

ASL fournira ainsi à TGA la liste des propriétaires et personnes autorisées par ASL, en produisant notamment la liste des propriétaires en ordre de cotisation afin de leur permettre l'accès aux piscines.

A ce stade, il est important de rappeler l'article 1 de la présente convention : soit que le nombre de personnes autorisées par LOT est fonction de la capacité d'hébergement de chaque habitation.

Un contrôle d'accès aux deux ensembles piscines est effectué quotidiennement, pendant les périodes d'ouvertures des piscines, par TGA.

Ce contrôle est organisé soit par le personnel de TGA, soit par un système de contrôle administratif, mécanique ou informatique (carte personnelle, bracelet, portique ou autre) ou par l'intermédiaire d'une société de gardiennage externe.

Compte tenu du nouveau régime d'accès aux infrastructures pour les propriétaires tels que défini à l'article 4.2 infra, il est convenu entre les parties que TGA installera et exploitera à ses frais un nouveau système de contrôle d'accès pour le 30 juin 2026 aux piscines des « Portes du Soleil » et des « Tamaris ».

Pendant la période de haute saison, et plus spécifiquement entre le premier juillet et le trente et un août, TGA renforcera le contrôle d'accès aux piscines grâce à un service de gardiennage interne ou externe (CNAPS ou équivalent), notamment afin d'éviter l'intrusion de personnes non autorisées, étrangères au domaine.

Le personnel de gardiennage sera par ailleurs habilité à réaliser ce type de mission et possèdera les agréments et accès à la profession.

#### **4.1.2.2. Infrastructures ludiques**

De la même manière que pour les infrastructures aquatiques, TGA organise l'accès, l'entretien, la réparation-maintenance et le contrôle des infrastructures ludiques.

Les infrastructures ludiques concernent les espaces multisports, bar, pétanque et plaines de jeux.



Chaque installation et équipement devra respecter les normes de sécurité légales en vigueur.



L'accès et l'utilisation des infrastructures ludiques seront assurés et garantis en dehors de la haute saison (HS).

En cas de constat de manquement aux accès aux infrastructures ludiques, confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception par ASL à TGA, une indemnité journalière sera due conformément à l'article 8.2. Indemnisation b) ci-dessous.

#### **4.2. Destinataires**

Sous la condition expresse du port du bracelet requis et à l'exclusion de toute autre personne, l'usage des piscines non publiques, est réservé :

- à l'ensemble des propriétaires,
- aux occupants autorisés par ASL et TGA et dans la limite de la capacité d'hébergement de chaque type de maison
- aux tiers et ce, exclusivement et exceptionnellement, sous réserve de remplir les conditions d'accès fixées par TGA (exemple clients marché MICE de TGA, MICE = Meetings, Incentive, Conferences, Exhibitions/Events). Les tiers clients devront respecter le ROI (Règlement d'Ordre Intérieur) de ASL, notamment en termes de vitesse de circulation, d'harmonie dans les domaines, de gestion des déchets, de bruit, de stationnement, etc.

En cas de non-paiement de la redevance annuelle de l'ensemble des charges (soit les charges ASL, charges TGA, etc) par le propriétaire, l'ASL informera TGA qui refusera l'accès aux infrastructures ludiques et aquatiques au dit propriétaire en défaut, et à ses occupants autorisés.

Cette communication, qui sera préalablement adressée au contrevenant, se fera par courriel ou par la remise d'un document.

Seule la preuve d'un paiement des charges à ASL permettra l'accès aux espaces aquatiques et ludiques.

Afin de supprimer le régime de tarification de 12,5% du tarif de location, régulièrement contourné et non respecté, TGA applique un nouveau régime d'accès aux infrastructures équivalent à un montant annuel de 550,00 € HTVA (hors la taxe sur la valeur ajoutée) ou 660,00 € TTC par LOT (propriétaire).

Ce montant permettra à chaque propriétaire ainsi qu'à ses occupants locataires touristiques ou non (dans la limite de la capacité d'hébergement de chaque maison) d'accéder aux infrastructures aquatiques et ludiques et ce de manière indifférenciée à savoir que le propriétaire donne ou non mandat de location touristique à l'AMI SOLEIL.

#### **Article 5 : Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de douze (12) années à compter du premier janvier 2026 pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2037 sous la condition que « TGA » réalise le programme d'investissements tels que défini à l'article 3.1 et dans le délai défini à l'article 3.2.

En accord avec l'ASL, la présente convention entre en vigueur la première année d'engagement de réalisation du programme d'investissements soit le premier janvier 2026.

Sauf dénonciation expresse par chacune des parties contractantes au plus tard 3 mois avant son expiration, la présente convention sera reconduite pour une période de trois années complémentaires.

Dans l'hypothèse d'une prolongation de la présente convention par tacite reconduction, il est convenu entre les Parties que le prix de la quote-part « Investissements » sera supprimé car ces investissements seront amortis à la douzième année.

Le prix de la quote-part « Exploitation », soit 453,09 € HTVA (543,71 € TTC) sera maintenu voir révisé

sur la base du coût réel.

Le prix de la quote-part « Accès » sera également maintenu.

## **Article 6 : Prix et paiement**

### **6.0. Principes**

Le prix des prestations est décomposé comme suit et tels que repris en Annexes n°4 et n°5 :

- a) Quote-part « Exploitation / Investissements » par LOT:  
Exploitation : le prix de 453,09 € HTVA (543,71 € TTC)  
Investissements : le prix de 342,44 € HTVA (410,93 € TTC)  
Sous-Total a) : le prix de 795,53 € HTVA (954,64 € TTC)
- b) Quote-part « Accès » par LOT : le prix de 550,00 € HTVA (660,00 € TTC)

Soit un prix total annuel de 1.345,53 € HTVA par LOT (1.614,64 € TTC).

#### Statut de Résident Permanent

Il est convenu entre les Parties, la création du statut de « propriétaire résident permanent », défini comme propriétaire n'ayant pas la faculté de louer sa maison sur le marché touristique car y résidant toute l'année civile (domicile effectif du propriétaire).

Ce statut sera obligatoirement prouvé par un certificat de Radiation des Registres de la Population du pays d'origine délivré par le propriétaire ou tout autre justificatif probant pour les résidents français.

Ces propriétaires sont repris dans une liste fermée (+/- 70 LOTS) telle que reprise en Annexe n°6 et qui sera définitivement clôturée le jour de l'Assemblée Générale du 31/10/24 en cas de vote favorable à la convention (plus aucun ajout ou modification).

Afin de préserver le respect à la vie privée et le RGPD, cette liste ne sera pas divulguée ni accessible aux tiers.

La liste sera néanmoins consultable exclusivement par les seuls propriétaires et ce dans les bureaux de ASL.

Le nombre de « propriétaire résident permanent » ne pourra que diminuer au cours du temps (mutation, décès ou autre transfert de propriété).

En dérogation au point b) repris ci-dessus, ces propriétaires bénéficient d'un droit réduit non cessible de la quote-part « Accès aux infrastructures » soit un montant de 208,33 € HTVA (250,00 € TTC).

Dans l'hypothèse selon laquelle il apparaît que le « propriétaire résident permanent », loue sa maison sur le marché touristique, il perdra automatiquement et sans réserve son statut de « résident permanent » et se verra dans l'obligation de payer le prix de la quote-part « Accès » (soit le montant de 660,00 € TTC) avec effet rétroactif sur l'année fiscale en cours.

Il est par ailleurs important de signaler que le statut de « résident permanent » ne s'applique que pour un seul LOT de maison, celui de la résidence principale et effective et non aux autres maisons propriété du résident permanent.

Compte tenu du statut de « propriétaire résident permanent », TGA propose de fixer un budget annuel global et forfaitaire (soit une enveloppe fermée) relative à la quote-part « Accès pour TOUS » évalué au montant de 550,00 € HTVA x 790 lots = 434.500,00 € HTVA (ou 521.400,00 € TTC).

Ce montant sera facturé annuellement par TGA à ASL.



### Statut de Non Résident Permanent

En référence à l'enveloppe fermée et au montant réduit de la quote-part « résident permanent », la quote-part « Accès » pour les propriétaires « Non résident permanent », en dérogation au point b) repris ci-dessus, sera de 583,33 € HTVA (ou 700,00 € TTC) et ce dès la première année de la convention.

En dérogation au point b) repris ci-dessus, la quote-part par LOT est de (voir Annexe n°5) :

#### 1. Résident Permanent

- a) Quote-part « Exploitation / Investissements » par LOT:  
Exploitation : le prix de 453,09 € HTVA (543,71 € TTC)  
Investissements : le prix de 342,44 € HTVA (410,93 € TTC)  
Sous-Total a) : le prix de 795,53 € HTVA (954,64 € TTC)
  - b) Quote-part « Accès » par LOT : le prix de 208,33 € HTVA (250,00 € TTC)
- Soit un prix total annuel de 1.003,86 € HTVA (1.204,64 € TTC) par LOT.

#### 2. Non Résident Permanent

- a) Quote-part « Exploitation / Investissements » par LOT:  
Exploitation : le prix de 453,09 € HTVA (543,71 € TTC)  
Investissements : le prix de 342,44 € HTVA (410,93 € TTC)  
Sous-Total a) : le prix de 795,53 € HTVA (954,64 € TTC)
  - b) Quote-part « Accès » par LOT : le prix de 583,33 € HTVA (700,00 € TTC)
- Soit un prix total annuel de 1.378,86 € HTVA (1.654,64 € TTC) par LOT.

## **6.1. Prix**

Le prix des prestations précitées, est fixé à un montant annuel unique et forfaitaire de :

- a) Quote-part « Exploitation / Investissements » :  
628.468,70 € HTVA (hors la taxe sur la valeur ajoutée).

Ce montant divisé par le nombre de LOTS dans le Domaine "Les Tamaris - Les Portes du Soleil", soit sept cent nonante (790,00 LOTS) est équivalent à un montant de sept cent nonante cinq euros et cinquante trois eurocents hors la taxe sur la valeur ajoutée par LOT (795,53 € HTVA/LOT).

- b) Quote-part « Accès pour TOUS » :  
434.500,00 € HTVA (hors la taxe sur la valeur ajoutée).

Toutes les variations éventuelles de la taxe sur la valeur ajoutée ensuite d'une modification des normes en la matière seront à charge des propriétaires et de l'ASL lors de l'appel de fond de ce dit montant.

Les montants de base de 628.468,70 € HTVA et 434.500,00 € HTVA, seront considérés comme les deux seules valeurs hors la taxe sur la valeur ajoutée de référence pour le calcul de la taxe sur la valeur ajoutée et du prix total de la présente convention.

### Propriétaire en mandat AMI SOLEIL

En ce qui concerne les propriétaires qui donnent mandat de location de leur maison de vacances à l'Ami Soleil et ce au minimum durant cinq semaines exclusivement pendant la période de Haute Saison (HS) soit au mois de juillet et d'août et pour autant que le propriétaire ait transmis son contrat de mise à disposition à l'AMI SOLEIL au plus tard le 31 décembre de l'année précédente, ceux-ci bénéficieront d'un remboursement de la quote-part « Accès » du montant effectivement payé l'année du mandat-

Ce remboursement sera effectué par l'AMI SOLEIL lors du paiement annuel des revenus locatifs à chaque propriétaire sous la forme d'une note de crédit éditée par TGA au nom du propriétaire concerné.

## 6.2. Indexation

Afin de conserver à cette somme sa valeur économique, le prix sera indexé tous les ans à la date anniversaire sur la base des deux formules suivantes :

a) Quote-part « Exploitation / Investissements » :

Ce montant sera indexé sur l'Indice National des Loyers Commerciaux (ILC) publié par l'INSEE (indice trimestriel), suivant la formule :

$$\text{prix révisé (année } t=t) = \frac{\text{prix (année 2026)} \times s(t) (\text{indice du trimestre de année de révision})}{s(2025) (\text{indice du trimestre connu à la date de prise d'effet de la convention})}$$

La convention prenant effet le premier janvier 2026, le dernier indice connu à cette date est, soit s= (3ème trimestre de l'année 2025).

Dans l'hypothèse d'une révision négative, celle-ci ne sera pas appliquée sur la quote-part « Exploitation / Investissements » compte tenu du crédit financier en cours.

b) Quote-part « Accès pour TOUS » :

Ce montant sera indexé suivant la formule reprise au point a) en tenant compte de l'Indice National des Prix à la Consommation (IPLC) publié par l'INSEE (indice trimestriel).

La formule d'indexation entre en vigueur dès la signature de la présente convention.

## 6.3. Facturation

Le prix sera facturé annuellement par TGA à ASL en trois parties. Une première facture correspondant à quarante pour cent (40,00 %) du prix, sera établie pour le premier mai, une seconde facture correspondant à quarante pour cent (40,00 %) du prix, sera établie pour le premier juin et une troisième, pour le solde pour le 1<sup>er</sup> novembre.

*DISPOSITION TRANSITOIRE : par dérogation à l'article 6.0 ci-dessus et en fonction du planning de réalisation des investissements tel que repris à l'Annexe n°2, la facturation sera effectuée comme suit sur la base du prix :*

Année 2026

Prix :

- a) Quote-part « Exploitation / Investissements » par LOT :
- Exploitation : le prix de 453,09 € HTVA (543,71 € TTC)
  - Investissements : le prix de 94,41 € HTVA (113,29 € TTC)

soit le prix de 547,50 € HTVA (657,00 € TTC) par LOT  
soit le prix total de 432.525,00 € HTVA

- b) Quote-part « Accès » :  
soit le prix total de 434.500,00 € HTVA

#### Année 2027

*Prix :*

- a) Quote-part « Exploitation / Investissements » par LOT :  
Exploitation : le prix de 453,09 € HTVA (543,71 € TTC)  
Investissements : le prix de 332,58 € HTVA (399,10 € TTC)  
soit le prix de 785,67 € HTVA (942,80 € TTC) par LOT  
soit le prix total de 620.679,30 € HTVA

- b) Quote-part « Accès » :  
soit le prix total de 434.500,00 € HTVA

+ INDEX

#### Année 2028 et suivante

*Prix :*

- a) Quote-part « Exploitation / Investissements » par LOT :  
Exploitation : le prix de 453,09 € HTVA (543,71 € TTC)  
Investissements : le prix de 342,44 € HTVA (410,93 € TTC)  
soit le prix de 795,53 € HTVA (954,64 € TTC) par LOT  
soit le prix total de 628.468,70 € HTVA

- b) Quote-part « Accès » :  
soit le prix total de 434.500,00 € HTVA

+ INDEX

La formule d'indexation s'appliquera dès la signature de la présente convention indépendamment du phasage des investissements.

### **6.4. Paiement**

Chaque facture sera payable dans les quinze jours calendrier de son émission.

ASL se chargera du recouvrement de ce prix parmi ses membres, à l'entière décharge de "TGA".

Au titre de rémunération pour la fonction de recouvrement de créance, il est convenu entre les Parties que TGA accordera annuellement un revenu de 0,75 % à ASL du prix HTVA repris à l'article 6.1.

Le prix annuel sur lequel sera appliqué le pourcentage annuel de rémunération au profit de ASL intégrera le montant des remboursements de la QP « Accès » des lots en mandat avec l'AMI SOLEIL par TGA (en un mot ce montant sera diminué du prix total sur lequel le coefficient de rémunération de 0,75% est appliqué).

### **6.5. Disposition particulière**

#### a) Retard

En cas de retard de TGA dans l'exécution du programme des investissements tel que décrit à l'article 3.1 et du planning tel que décrit à l'article 3.2 supra (repris dans l'Annexe n°2), TGA sera redevable d'une indemnité journalière calculée comme suit :

Indemnité journalière =  $\frac{\text{montant actualisé du coût investissement non réalisé dans le délai}}{12 \text{ ans (durée amortissement)} \times \text{nombre de jours ouverture de la piscine}^*}$

Exemple : Montant investissement non réalisé en 2027 à la piscine des Portes du Soleil  
soit au 30 juin (échéance) : 85.680,00 € + 56.420,00 € = 142.100,00 €

Indemnité journalière = 142.100,00 € / (12 x (31+31+30+31+15)) = 86,43 €/jour

\*Le régime d'ouverture à savoir le nombre de jours d'ouverture de la piscine « Tamaris » ou « Portes du Soleil » est défini à l'article 4.1.2.1 a).

Conformément à l'article 3.2 ci-dessus, les jours d'intempéries et de vacances scolaires rendant impossible l'exécution normale des travaux sont à ajouter au délai et planning.

#### b) Dégât

Avant la mise en œuvre du programme d'investissements, un état des lieux des équipements (voiries, plantations, clôtures, etc) et installation appartenant à ASL sera réalisé par TGA ou un expert indépendant aux frais de TGA.

Un recollement de l'état des lieux sera réalisé entre Parties à la fin des travaux.

En cas de dégâts occasionnés lors des travaux, TGA supportera les frais des réparations.

#### c) Charges connexes liées aux investissements en énergie renouvelable (Panneaux photovoltaïques)

Il est convenu entre les Parties que les coûts indirects liés aux investissements en énergie renouvelable (frais de raccordement réseau, compteur, etc) sont à la charge exclusive de TGA.

### Article 7 : Suspension de l'accès

#### 7.1. Principes

En cas de nécessité, l'accès aux infrastructures ou à une partie de celles-ci pourra être suspendu soit en cas de travaux de réparation, de reconstruction ou d'entretien ou soit en cas de survenance de phénomènes naturels, climatiques ou cas de force majeure.

Sauf en cas d'urgence, TGA préviendra ASL de la survenance de ces travaux au moins une semaine à l'avance.

TGA et ses sous-traitants mettront tout en œuvre pour que l'accès aux infrastructures soit suspendu le moins longtemps possible.

#### 7.2. Incidence sur le paiement

En cas de suspension de l'accès aux infrastructures, hors cas de survenance de phénomènes naturels, climatiques exceptionnels, de pandémie (COVID) ou cas de force majeure, le prix des prestations mentionnés à l'article 6 sera diminué d'un trois cent soixantième (1/360) multiplié par le nombre de jour de suspension de l'accès aux piscines.

Dans l'hypothèse d'une suspension partielle de l'accès aux infrastructures, la diminution du prix des



prestations telle que calculée sur la base de la formule reprise à l'alinéa précédent sera proportionnée au type et montant des infrastructures concernées par la suspension.

Seuls les jours où l'accès aura été suspendu pendant la totalité de la période d'ouverture seront pris en considération.

Le principe de pénalité s'appliquera par ensemble piscine séparément, soit à la piscine des «Tamaris », soit à la piscine des « Portes du Soleil ».

## **Article 8 : Sanctions**

### **8.1. Principes**

Si une des parties reste en défaut de remplir ses obligations, après une mise en demeure notifiée par exploit d'huissier ou lettre recommandée adressée à la partie défaillante et restée sans suite pendant quinze jours calendrier, l'autre partie pourra, dès l'expiration du délai de quinze jours ci-dessus poursuivre ou non l'exécution forcée du présent contrat.

### **8.2. Indemnisation**

Dans le cas de la défaillance de **TGA**, cette dernière sera redevable des indemnités suivantes :

- a) en cas de manquements aux obligations indiquées à l'article 4.1.2.1 a) et lorsque l'accès aura été suspendu pendant la totalité de la période d'ouverture à l'une ou l'autre piscine, une indemnité journalière de sept cent cinquante cent euros (750,00 EURO) depuis le jour de la mise en demeure de TGA jusqu'au jour où le manquement est levé.
- b) En cas de manquements ou carences aux obligations indiquées à l'article 4.1.2.1 d) et à l'article 4.1.2.2. une indemnité journalière de trois cent cinquante euros (350,00 EURO) à dater du 8 ième jour de la mise en demeure de TGA jusqu'au jour où le manquement est levé.

ASL notifiera à TGA par lettre recommandée avec accusé de réception l'objet du manquement.

A défaut de réponse de TGA dans un délai de 8 jours à dater de la réception de la lettre recommandée et sans motivation valable de la cause du manquement, la procédure d'indemnisation reprise au point b) ci-dessus s'appliquera.

TGA notifiera à ASL par lettre ordinaire, par voie électronique ou recommandée la mise en conformité.

Dans le cas de la défaillance de **ASL**, cette dernière sera redevable des indemnités suivantes :

- en cas de résiliation anticipée de la présente convention et compte tenu des relations entre Parties et de la nature même du contrat, sans lequel TGA n'aurait pas contracté de prêt pour réaliser ces investissements, TGA se réserve le droit de réclamer une indemnité conventionnelle équivalente à :

- a) trois fois le prix annuel fixé par la présente convention si la résiliation anticipée intervient avant la date du 7 ième anniversaire de la présente convention ;
- b) deux fois le prix annuel fixé par la présente convention si la résiliation anticipée intervient avant la date du 7 ième et 9 ième anniversaire de la présente convention ;
- c) une fois le prix annuel fixé par la présente convention si la résiliation anticipée intervient avant la date du 9 ième et 12 ième anniversaire de la présente convention ;

Cette somme sera indexée et en outre majorée de l'intérêt de retard légal en vigueur calculé depuis le

jour de l'exigibilité jusqu'au jour du paiement effectif des sommes dues.

### **Article 9 : Juridictions & arbitrage - droit applicable**

Seront seules compétentes pour trancher tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de cette convention, les juridictions de la situation des domaines « Les Tamaris » et « Les Portes du Soleil ».

Il est par ailleurs convenu entre les Parties en dérogation à l'alinéa précédent, que dans le cadre d'un litige ou d'un défaut d'interprétation de la présente convention, ces dernières peuvent recourir à l'arbitrage ou au tribunal arbitral.

Chaque partie au litige peut également désigner un arbitre nommant un troisième arbitre qui est le président du tribunal arbitral.

Les arbitres ne sont réputés désignés qu'après approbation par les Parties.

Toute difficulté relative à la constitution du tribunal arbitral est portée devant le juge du lieu du siège du tribunal arbitral désigné.

Le droit français est applicable à cette convention.

### **Article 10 : Remplacement**

Cette convention remplace, sans réserve ou omission, toute disposition ou toute convention collective ou individuelle relative, en tout ou partie, d'une part, à l'usage des espaces aquatiques et ludiques dont les piscines, aires de jeux, etc, et, d'autre part, à la participation aux charges de celles-ci, et ce, sous la forme de redevances, de charges communes, de dépenses de modernisation, ordinaires ou extraordinaires ou autres.

De la même manière en cas de cession ou reprise des activités de TGA par un tiers, TGA s'engage à informer le cessionnaire de l'existence de ce contrat, ce dernier acceptera sans réserve les droits et les obligations liés à la présente convention.

A défaut TGA sera seule responsable de la poursuite du présent accord.

### **Article 11 : Condition suspensive**

Cette convention est conclue sous les conditions suspensives suivantes :

a) de l'octroi à TGA d'un crédit d'un montant suffisant pour réaliser les investissements aux conditions du marché dans un délai de six mois à compter de la signature de la présente convention. TGA s'engage à tout mettre en œuvre pour y parvenir.

b) de l'octroi à TGA des autorisations administratives requises pour la réalisation des travaux dans un délai de six mois à compter de la date d'introduction des dites autorisations et suivant le phasage tel que repris à l'Annexe n°2. TGA s'engage à tout mettre en œuvre pour y parvenir.

Les Parties conviennent expressément que la non-réalisation de la condition suspensive reprise au point b) n'entraîne pas de facto ou de plein droit la résiliation de la présente convention.

En effet à titre d'exemple, la non-délivrance en 2027 d'une partie des autorisations pour les investissements à la piscine des « Portes du Soleil » n'entraîne pas par nature la nullité de la présente convention.

La résiliation de la convention serait préjudiciable à TGA : cette dernière ayant déjà réalisé une partie



des investissements à la piscine des « Tamaris », elle est en droit légitimement de prétendre aux paiements du prix de ces investissements ainsi que de leur coût de gestion.



En effet le refus de certains travaux ou actes urbanistiques par les autorités administratives compétentes, entrainera simplement une adaptation du prix annuel dont objet à l'article 6 ci-dessus en fonction des autorisations délivrées et de l'accord entre les Parties.

Une étude complémentaire peut également être réalisée afin de proposer des investissements équivalents et répondants aux exigences des autorités compétentes.

## **Article 12 : Cession des infrastructures par TGA à un tiers**

### **12.1. Principes**

TGA informera obligatoirement l'ASL de son intention de céder tout ou partie de ses infrastructures aquatiques et ludiques et/ou de ses activités à un tiers.

Le choix final du tiers reposera notamment sur sa capacité à reprendre intégralement les droits et obligations liés à la présente convention tant au niveau financier, des services que des prestations

De la même manière TGA informera ASL dans le cas d'une vente de biens immobiliers ou mobiliers appartenant à TGA à une société sœur de TGA, à savoir une société du Groupe LAMY (ou appartenant à la famille LAMY).

TGA définit comme « société du Groupe LAMY » : toute société constituée ou à constituer et dans laquelle Madame Irène Muhlberger et/ou Messieurs Jordane et Joan Lamy sont actionnaires.

Il est par ailleurs expressément convenu entre les Parties que l'ASL ne dispose pas de droit de préemption ou de préférence dans l'hypothèse d'une cession éventuelle des infrastructures par TGA.

En cas de faillite de TGA ou de la société du Groupe Lamy ayant repris éventuellement ces activités, l'ASL au même titre que n'importe quelle autre société, peut envisager le rachat des infrastructures aquatiques et ludiques de la société en difficulté auprès de la curatelle.

### **12.2. Rétribution à ASL**

Dès la finalisation de la négociation de cession par TGA de toute ou partie des infrastructures à un tiers, TGA notifiera à l'ASL par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de la cession et le nom du cessionnaire.

TGA s'engage également à informer le cessionnaire de l'existence de ce contrat, lequel acceptera sans réserve les droits et les obligations liés à la présente convention.

Le jour de la cession, TGA s'engage à rétribuer/rembourser l'ASL au titre de participation à la plus value de réalisation de TGA.

L'indemnité conventionnelle est basée sur la quote-part de participation de chaque propriétaire aux investissements (soit le montant de 444,88 € HTVA) par LOT et calculée comme suit :

Postulat :

- le montant investi = 2.557.688 €\* / 790 LOTS
- la durée amortissement = 12 années en méthode linéaire
- l'annuité amortissement = 213.140 €
- intérêt annuel non composé (taux de 4%) = 102.307 €
- coefficient de vétusté moyen annuel (1,5% / An) = 38.365 €

\*Le montant sera éventuellement actualisé entre les Parties sur la base des investissements effectivement réalisés en fonction des autorisations obtenues le cas échéant



Valeur indemnité :

N = année de la cession à compter de 2025

n = nombre d'année restant à courir depuis N jusqu'à la fin de la période amortissement (= 12 ans)

$\text{Indemnité à année N} = \text{Montant investi} - (N \times \text{annuité amortissement}) - (n \times \text{intérêt annuel}) - \text{coefficient de vétusté annuel}$
---

Exemple : année de la cession = 7 ième année à compter de la date anniversaire de la convention

$$\begin{aligned}\text{Indemnité (après 7 ans)} &= 2.557.688 \text{ €} - (7 \times 213.140 \text{ €}) - ((12-7) \times 102.307 \text{ €}) - (7 \times 38.365 \text{ €}) \\ &= 2.557.688 \text{ €} - 1.491.980 \text{ €} - 511.535 \text{ €} - 268.555 \text{ €} \\ &= 285.618 \text{ €}\end{aligned}$$

Dans l'hypothèse d'une revente à dater du 10 ième anniversaire de la convention soit à partir du 1 janvier 2035, l'indemnité conventionnelle sera considérée comme nulle compte tenu du coefficient de vétusté appliqué annuellement.

Le présent article ne s'applique pas dans l'hypothèse d'une cession des infrastructures à une société filiale ou sœur du Groupe LAMY.

### **Article 13 : Clause d'exclusion en cas de fraude**

Le propriétaire ou ayant-droit d'un lot qui ne respecte pas les conditions d'accès aux espaces ludiques arrêtées par TGA s'expose ainsi que les occupants du lot à l'interdiction d'accès aux piscines sans être exonéré de l'obligation d'acquitter sa contribution, ou à une pénalité de trois mille cinq cents euros (3.500,00 €) selon le cas.

A titre d'exemple, le propriétaire qui détournerait volontairement et à son seul intérêt financier l'esprit et les termes de cette convention en s'appropriant des montants qui seraient dû exclusivement à TGA.

Signé à Portiragnes-Plage, le premier janvier 2025, en cinq exemplaires, chaque partie reconnaît avoir reçu une copie signée.

### **ANNEXES**

Annexe n°1 : Convention Piscine du 7 juillet 2015 et Avenant n°1

Annexe n°2 : Valorisation des investissements et Phasage

Annexe n°3 : Plan des Infrastructures aquatiques et ludiques

Annexe n°4 : Tableau synthétique des prix QP/LOT

Annexe n°5 : Liste fermée des propriétaires résidents permanents  
(à titre confidentiel entre les parties / Article 6.0.)